

Extrait du site anarchisme et non-violence 2

<http://anarchismenonviolence2.org>

Guillaume Gamblin

Non-violence : quelles perspectives révolutionnaires

?

- Textes -

Date de mise en ligne : mardi 8 juin 2010

anarchisme et non-violence 2



La violence n'est pas une solution

« Stimuler la réflexion concernant les implications révolutionnaires de la non-violence » : on ne saurait mieux définir l'ambition du présent travail. On nommera ici révolutionnaire la perspective d'une transformation radicale des rapports sociaux (et écologiques) en vue de plus de justice.

En allant voir la littérature non-violente des années 1960-70 on est frappé du nombre d'articles et d'ouvrages qui parlent de « révolution non-violente ». A l'inverse, on notera l'absence complète de ce thème dans la littérature des deux dernières décennies. Les raisons en sont multiples : de manière plus générale, le thème de la révolution était à l'époque au premier rang de la pensée politique, alors qu'il a cessé d'être présent dans la littérature militante la plus répandue. La chute du communisme étatique est par ailleurs passée par là et on ne croit plus au Grand Soir...et c'est sans doute mieux ainsi.

Un milieu en évolution

Par ailleurs, il faut constater que le milieu de la non-violence politique s'est assez peu renouvelé, et que les personnes branchées sur un courant révolutionnaire il y a trente ou quarante ans ont mûri, pour porter leur réflexion sur des questions sociales, éducatives et culturelles. Il ne s'agit pas de stigmatiser ou de dévaloriser cette évolution, qui constitue une manière de mettre en oeuvre dès aujourd'hui les méthodes qu'on voudrait voir demain dans une société plus juste et basée sur des pratiques de non-violence à tous les niveaux de la vie. Les pratiques d'éducation à la non-violence, de médiation, de travail sur la régulation non-violente des conflits dans la vie quotidienne, permettent de confronter les pratiques de la non-violence à la réalité du champ social, plutôt que de rester dans les perspectives éthérées de lendemains qui chantent. Le tournant qui a été vécu peut-être donc être considéré comme un approfondissement social des intuitions de la non-violence.

Aménager ou dépasser ?

Pour autant il semble que la perspective de transformation radicale de la société menée hier soit un peu trop absente des pratiques et des réflexions actuelles. La non-violence ne vise-t-elle qu'à aménager la société existante, ou vise-t-elle à sa transformation radicale et à son dépassement ? Quel est donc l'horizon de la non-violence aujourd'hui, et par là sa signification ?

Autant il est juste de mettre en oeuvre dès maintenant des pratiques de non-violence qui vont permettre de transformer nos relations au sein de la famille, du quartier, de l'école, autant en rester là interroge la signification politique que nous donnons à la non-violence. Il est important de ne pas perdre de vue les perspectives. Par un glissement invisible, indolore et inodore, on peut avoir vite fait de passer d'une perspective de transformation de la société capitaliste, à celle de son aménagement pur et simple.

Combattre les causes

On reproche parfois aux pratiques humanitaires de ne faire que soigner les plaies qui sont engendrées par ailleurs par un système qu'on se garderait bien de remettre en cause plus fondamentalement. La même interrogation s'impose aux pratiques non-violentes. Un travail remarquable a été accompli depuis des années au sein des mouvements non-violents pour faire avancer la non-violence dans les pratiques sociales, éducatives et culturelles. Il convient cependant d'en interroger les angles morts. On ne peut se contenter de soigner les conséquences sans se soucier des causes. De quelle manière et en quoi les mouvements qui travaillent aujourd'hui sur la régulation des conflits, la médiation, l'éducation, ne travaillent-ils pas qu'à adapter l'individu aux règles de la société capitaliste mondialisée, mais sont-ils acteurs par là d'une transformation radicale de la société ? Travaille-t-on plus à adapter la société à nos rêves, ou à adapter nos limites à la société ?

Action non-violente et révolution

Ce sont également les pratiques de luttes non-violentes qui sont à interroger. De nombreuses luttes sociales, politiques, écologiques actuelles s'inscrivent dans et se revendiquent d'un cadre de non-violence active pour faire avancer leurs « causes » dans la société par un travail conflictuel. Pour autant, quelle est leur perspective politique ? Comment se situent-elles en termes de transformation politique et sociale, au regard d'une visée révolutionnaire ? Se contentent-elles de demander le changement d'un boulon mal réglé dans le complexe rouage qui broie toujours plus les humains, les peuples et la planète, ou s'inscrivent-elles dans une perspective qui va au-delà d'une simple revendication partielle ?

Les interpellations que formule André Bernard dans un texte récent pourraient nous permettre d'avancer dans ces interrogations . « *Depuis quelques mois, écrit-il, nous avons pu apprécier une série d'actions de désobéissance à la loi menées par de petits groupes : contre la pub exagérément étalée, contre les plants de maïs bourrés d'OGM ; par ailleurs, des enseignants refusent d'appliquer les consignes ministérielles (...), d'autres personnes donnent asile à des sans-papiers, certains s'opposent au fichage généralisé, à la biométrie, etc. Toutes ces actions éparpillées ne visent pas, à notre connaissance, un grand chambardement révolutionnaire ; on a plutôt l'impression d'assister à des exercices d'entraînement : ces actes de résistance pacifique non-concertés semblent être le prélude à des opérations plus vastes, quoiqu'il n'y ait pas de volonté claire de bloquer la machine, de déboucher sur la grève générale attendue par d'autres, mouvement qui remettrait le compteur à zéro* ». Il cite ensuite, par contraste, un manifeste « *pour une désobéissance généralisée* » qui circule sur la « toile ».

Je reformulerais sa question ainsi : quelle est la portée révolutionnaire (ou non) des actions non-violentes et de désobéissance civile qui émergent dans divers secteurs du champ social, à première vue relativement circonscrites ? Ces mouvements ne sont-ils pas trop réformistes ? Timides ? Limités ? Peu ambitieux ? Délivrés d'une quelconque perspective révolutionnaire ?

Des réponses à cette interrogation peuvent se situer à plusieurs niveaux.

La portée révolutionnaire est dans les acteurs, pas dans les actions ? D'une part, la limitation d'une lutte en particulier ne nous dit rien de la limitation des perspectives de chaque personne qui y participe. La portée révolutionnaire serait ainsi à chercher dans l'esprit des acteurs, elle ne serait pas inscrite objectivement dans les actions elles-mêmes. Telle personne peut participer à la lutte des faucheurs d'OGM comme partie intégrante de sa lutte plus vaste pour une émancipation du capitalisme. Telle autre peut par contre, en effet, s'engager sans grande perspective politique mais parce qu'elle a pris un beau jour conscience que cela pourrait nuire à la santé de ses enfants, et elle pourrait se satisfaire d'une victoire sur ce point.

L'action transforme ses acteurs

Mais le pourra-t-elle vraiment ? Car elle aura découvert, chemin faisant, l'ensemble des nuisances générées par l'industrie agro-alimentaire, et si elle veut rester cohérente avec elle-même il lui faudra encore éliminer les pesticides, la ionisation des aliments et autres joyeuses surprises avant d'être saine et sauve. Elle aura également découvert au passage les pratiques des multinationales et aura certainement été sensibilisée à une critique plus globale de leurs monopoles et de leurs effets ici et ailleurs. C'est ici qu'on voit qu'une lutte est également un terrain d' « éducation populaire » permanente, de « capacitation » de ses acteurs et actrices.

Des objectifs limités pour des ambitions plus vastes

C'est un choix stratégique de la non-violence que de se fixer sur des objectifs qui peuvent paraître à première vue ridicules par leur modestie ou par leur décalage d'avec les enjeux. Gandhi et sa poignée de sel pouvait faire rire bien des « révolutionnaires » de son époque. Pourtant sa perspective était sans doute plus radicale que beaucoup de ses détracteurs d'alors, qui poussaient pourtant à une action plus frontale et plus généralisée.

Faire levier

C'est l'histoire du levier. On trouve une brèche dans le système et on « fait levier » sur celle-ci. De manière surprenante, on atteint alors parfois à la cohérence dudit système. Les OGM mènent tout droit au coeur du monopole des multinationales, de la domination de l'économique sur le politique, de la brevetabilité du vivant, par extension du droit de propriété ! La publicité mène au coeur de la logique de la croissance économique, de la surconsommation, de la fabrication des désirs, du modelage de l'être humain par le capitalisme et de la destruction de la planète. Dans un cas comme dans l'autre, on ne peut pas dire que les enjeux soient si périphériques que cela !

Des révolutions qui ne changent presque rien

Les ruptures soudaines ont rarement amené le changement espéré. Au sein même des luttes non-violentes, on a pu se réjouir de voir à quel point la non-violence a été efficace sous certains régimes pour provoquer la brusque chute de dictatures sans effusions de sang, comme aux Philippines en 1986 et en 2001, à Madagascar en 1991 et en 2002, et en Ukraine en 2005. C'est déjà là une avancée historique considérable. Mais ces exemples montrent également a contrario que des effondrements de régimes iniques n'ont souvent mené qu'à des changements de pouvoir amenant d'autres équipes autoritaires aux manettes du régime, sans vraie réforme en profondeur des pratiques. Dépasser les fausses oppositions entre révolution et réformisme En réalité le processus est plus complexe qu'une grève générale qui serait révolutionnaire d'un côté, face à une lutte pour un changement de loi qui serait réformiste, de l'autre.

Une grève générale peut très bien être colonisée par l'imaginaire de la publicité, de la consommation, de la croissance. C'est d'ailleurs le cas la plupart des grèves. Est-elle alors bien révolutionnaire ? A ce jeu là, les déboulonneurs sont plus révolutionnaires.

Dans la visée révolutionnaire il y a deux types d'enjeux : le degré de radicalité de la remise en question de la société (au-delà des apparences), qui fait qu'un simple changement de régime n'est pas révolutionnaire, alors qu'un bouleversement dans notre conception de la technique peut l'être. Et l'extension sociale donnée au mouvement, le souci du caractère massif et généralisé du changement. Si je change radicalement d'attitude à tous niveaux, mais tout seul, c'est bien, mais ce n'est pas encore la révolution.

Nous ne sommes plus dans l'imaginaire du Grand Soir, a-t-on dit. Tant mieux. Mais n'oublions pas quand même que nous faisons l'histoire. Donnons-nous du moins cette ambition.

Avancer pas à pas

Dans l'argumentation en faveur d'actions parcellisées telles que celles des Faucheurs ou des déboulonneurs, il y a l'idée qu'il s'agit d'avancer progressivement. Pas à pas. L'idée est la suivante : une fois que nous aurons une loi qui limite la publicité ou qui impose un moratoire sur les cultures d'OGM, nous ne nous arrêterons pas là. Forts de cette victoire, nous serons prêts à avancer d'un nouveau pas. Qui ira plus loin. C'est également l'intérêt des objectifs limités : nous donner confiance politiquement et nous renforcer socialement, ce qui nous permettra de continuer pour avancer plus loin. Alors que si nous luttons dès aujourd'hui pour un objectif de changement total de société, nous ne certains que d'une seule chose : nous ne l'atteindrons jamais.

De la nécessité de définir un horizon

Pourtant il faut bien l'avouer, un doute ne cesse de nous titiller : une fois la victoire obtenue, va-t-on vraiment rebondir sur l'étape suivante ? Pour cela, ne faudrait-il pas expliciter dès le départ et travailler ensemble sur cette visée de transformation globale de la société, au-delà du seul combat qui est en train d'être mené ?

Il y a à cela des avantages et des inconvénients. Le fait de ne pas expliciter cette visée « révolutionnaire » plus globale derrière un combat, permet de ne pas faire peur à des personnes qui vont venir s'engager, et qui découvriront chemin faisant les implications du système publicitaire ou agro-alimentaire, et derrière cela les rouages du capitalisme.

A l'inverse existe le risque d'un affadissement de la lutte, d'un repli sur un réformisme sans visée révolutionnaire qui en viendrait à s'auto-contenter de petites régulations sans remises en cause plus fondamentales . Avancer pas à pas, très bien. Mais si l'on n'avance pas vers un horizon, on risque de se perdre. C'est la question de la boussole politique. De la nécessité de définir un horizon pour orienter ses pas.

Si un mouvement de désobéissance civile précis ne gagne pas forcément à afficher clairement une visée révolutionnaire derrière ses revendications limitées, pour autant il importe que ce travail sur les implications et les sous-bassements révolutionnaires puisse être réalisé en parallèle. Il importe que des mouvements non-violents non-spécialisés dans l'une ou l'autre de ces luttes, endossent le projet d'approfondir et de développer ce projet et cette analyse politique allant dans le sens d'une transformation radicale de la société. Est-ce le cas aujourd'hui ?

Légitimer la démocratie ?

Demeure aussi la question du rapport à la loi et au cadre démocratique, au cadre de notre démocratie parlementaire imparfaite, si imparfaite que certains la jugent être un ennemi à abattre. Il y aura donc un débat à avoir dès le départ sur l'analyse de notre système démocratique. Nous nous entendons pour admettre que la démocratie dans laquelle nous vivons est beaucoup moins reluisante et honorable que ne le laisse apparaître son visage sous les projecteurs riants de la télévision. D'aucuns en tireront pour conclusion qu'il est inacceptable de collaborer sous aucune forme que ce soit à ses institutions, au risque sinon de les renforcer et de les légitimer. Ce qui invaliderait alors pour une bonne part la stratégie que mettent en oeuvre les luttes non-violentes qui cherchent entre autres à utiliser comme leviers du changement la justice ou encore les médias de masse.

On trouvera donc d'un côté des mouvements qui pensent que le système démocratique dans lequel nous vivons

n'est pas à abattre, mais qu'on peut commercer avec lui, utiliser ses failles et ses institutions, en estimant que ce jeu avec les institutions du système que l'on cherche à transformer fait partie de l'ambivalence propre à toute lutte. Et d'un autre côté les mouvements qui se définissent comme plus radicaux et plus révolutionnaires, qui veulent ne faire aucun compromis ni avec la justice, ni avec les médias, car cela serait déjà donner de la considération, de l'importance, du pouvoir, aux institutions d'un système dont on cherche à se débarrasser.

Jouer des contradictions de la démocratie pour la transformer Dans son livre *Vivre égaux et différents*, Stéphane Lavignotte résume à sa manière la perspective qui est celle des mouvements non-violents classiques vis-à-vis des institutions et de notre cadre démocratique. Dans le chapitre "Le nouveau travail de l'égalité", il aborde la réflexion sur les moyens d'action des victimes de l'inégalité dans nos sociétés (minorités diverses : étrangers, femmes, SDF, sans-papiers, gays, lesbiennes, prostitués, gens du voyage,...).

Face à des lois insuffisantes pour protéger les discriminations, voire carrément elles-mêmes discriminatoires, deux attitudes basiques existent : "attendre sagement que le temps fasse son ouvrage" d'un côté. "L'aplanissement des inégalités ne serait qu'une question de patience, le mûrissement de la société les mènerait 'naturellement' vers plus d'égalité". Face à cela, "une deuxième réaction pourrait être au contraire le rejet. Les 'moins égaux' pourraient dénoncer les discours, les lois sur l'égalité ou les discriminations, les prises de position publiques sur l'égalité comme de simples masques de la réalité, comme des hypocrisies. Ils pourraient rejeter ces discours et appeler à un grand soir, imaginer un autre système qui assoie 'réellement' l'égalité". Mais c'est une troisième voie que cherche à mettre en valeur Stéphane Lavignotte. Dans l'histoire, bien souvent, "les dominés ne se réfugient ni dans l'attente d'une égalité qui viendrait d'elle-même, par l'évolution naturelle des sociétés, ni dans la dénonciation de formes juridico-politiques qui ne seraient que formelles, masques des inégalités réelles. Ce que nous voyons, c'est quelque chose de plus dynamique. Les "moins égaux" se saisissent des discours officiels sur l'égalité et montrent publiquement leur décalage avec les réalités qu'ils subissent. Ils utilisent ce décalage comme un levier pour faire bouger la réalité, faire reculer les inégalités qu'ils vivent. Ils ne rejettent pas les formes juridico-politiques de l'égalité comme des hypocrisies. Ils s'en saisissent pour mettre en porte-à-faux, en contradictions les réalités inégalitaires persistantes. Jacques Rancière parle de « la capacité des dominés à inventer un rapport actuel et dynamique de la règle égalitaire aux cas d'inégalité ». Une réflexion qui rejoint de près et résume avec netteté la perspective de la plupart des mouvements d'action non-violente en démocratie.

Il s'agit donc de prendre appui sur les contradictions du système pour le faire basculer dans le sens de certains de ses discours et de ses lois, plutôt que des réalités qui le contredisent. Pour le réformer, en quelque sorte ? Difficile de dire le contraire. C'est donc une perspective réformiste, et non révolutionnaire ? Ce n'est pas si simple. Car ce qui compte, en fin de compte, c'est le caractère révolutionnaire de la dynamique qui est en oeuvre dans le changement.

Un dynamisme révolutionnaire permanent

Il nous faut sortir d'une conception figée de la révolution, dans laquelle il y a un « avant », qui est un état inique d'inégalité, puis une révolution, épisode d'exception aussi court qu'intense, qui laisse place à un « après » correspondant peu ou prou à la société de justice que nous appelons de nos vœux. En réalité il nous faut sans doute plus penser les choses en terme de processus révolutionnaire permanent, qu'en termes d'états révolutionnaires figés. Il n'y aura pas de société parfaite, il n'y a qu'une évolution continue et subversive pour avancer dans ce sens. C'est le dynamisme révolutionnaire qui sera à l'oeuvre dans un changement, aussi minime soit-il, qui en fera un changement avec une portée révolutionnaire.

La légitimité de nos démocraties renvoie à la question du verre à moitié vide ou à moitié plein. On peut voir nos démocraties comme des masques que nous tendraient des régimes devenus des dictatures douces, qui seraient depuis longtemps passées du côté d'un fascisme usager du double-discours afin de nous endormir. On peut aussi considérer que sous leurs contradictions et les forces qui les tirent vers l'injustice, il reste des bases démocratiques

Non-violence : quelles perspectives révolutionnaires ?

réelles sur lesquelles il est important de se baser, afin de les renforcer et de les tirer vers le haut. C'est en quelque sorte en croyant à la réalité de la démocratie qu'on va venir la renforcer, lui faire accomplir de force sa mission. En n'attendant pas qu'elle le fasse d'elle-même. Car « elle », c'est « nous ». La démocratie ne tombe pas du ciel. « Aucun peuple n'a jamais reçu ses droits en cadeau » .

Mais plus encore, c'est dans l'expérimentation autonome dès aujourd'hui d'autres formes de vivre ensemble et d'organisation collective, que s'opère un processus radical de transformation sociale, écologique et politique. Il ne s'agit plus d'attendre le changement des seules luttes sociales mais aussi d'une transformation de nos quotidiens dès maintenant. C'est peut-être dans la conjugaison de ce rapport de forces externe et de cette transformation interne que s'élabore un processus révolutionnaire permanent.

GG

Merci à Marie-Pierre Najman, François Vaillant, Jean-Marie Muller, Nicolas Haeringer et Jean-Baptiste Nedelcu pour leurs précieuses remarques. Pour autant ce texte n'engage que son auteur.